



Nouvelle attaque en règle contre notre système de santé

Dans le climat d'inquiétude et d'incertitude qui pèse, le gouvernement en profite même pour en remettre un coup contre la protection sociale. Présentant le budget 2012 de la sécu, il annonce vouloir ramener son déficit à 13,9 milliards d'euros soit 4,3 milliards d' "économies". Pas besoin d'être spécialiste pour savoir que ce sont les assurés sociaux notamment les plus démunis qui vont payer ces "économies ".

- l'hôpital public va devoir "économiser" des centaines de millions d'euros ! C'est en fermant des hôpitaux publics, en supprimant des services, en réduisant l'offre de soin et donc en mettant en cause la santé des patients que le gouvernement veut atteindre son objectif.
- Pas de chiffrage pour la lutte contre la fraude. Rien, contre les patrons qui ont des dettes à la sécu et font du chantage à l'emploi pour faire effacer ces dettes. Une mise en place « d'échange d'informations systématiques entre la sécu et les consulats de France à l'étranger » laisse voir quel type de fraudeurs sont visés...
- Encadrement des médecins dans leurs prescriptions d'exams, d'arrêts de travail, de médicaments, de séances de kiné etc... Bref, ils seront plus que conviés à ne pas trop soigner. "Economies " réalisées sur les soins donnés qui s'élèvent à 550 millions d'euros.
- 670 millions d'économies sur les médicaments en dé-remboursant une nouvelle série de médicaments.
- enfin 220 millions seront récupérés ou plutôt volés aux malades en baissant les indemnités journalières qui leur seront reversées. Cela en jouant sur la base de remboursement passant du salaire brut au salaire net.
- Tout cela sera répercuté directement sur le coût de nos mutuelles santé.
- Fillon, toujours lui, s'en prend à nouveau à l'âge de départ en retraite. S'appuyant sur l'exemple partiel et partial de l'Allemagne il veut porter cet âge de départ à 67 ans. Et bien sûr, la claqué patronale approuve et applaudit en l'occurrence Mme Parisot.

Tout est bon au capital pour mettre à mal la sécu dont il n'a jamais admis l'existence. La privatisation de ce secteur sous tous ses aspects (maladie, prévoyance, retraite...) serait une manne formidable. Tant pis pour les assurés sociaux et les pauvres.

Dans cette campagne contre la sécu et son déficit dont on nous abreuve, un chiffre est dissimulé. En 2011 le budget de la sécu était de 446 milliards d'euros, son déficit sera de 18 milliards, soit 4 %. Une anecdote si l'on considère les fortunes dont disposent certains dans notre pays et les cadeaux fiscaux à coups d'exonérations faits au patronat par le gouvernement.

L'argent pour la santé en France existe à condition d'aller le chercher là où il est réellement. Mais aucun parti politique n'a l'objectif de s'attaquer au capital, sauf notre parti « Communistes »